

**M. Allard:** Monsieur le président, je voudrais qu'on me donne ma chance. Je pense que j'ai beaucoup de civisme, et quand mes chers amis prennent la parole, je leur laisse l'occasion en toute tranquillité de s'exprimer. Alors je leur demande d'être sages et diplomates et de me laisser la parole.

Je disais que du point de vue du Crédit social il n'y a qu'une seule solution, et je veux parler de l'escompte compensé. L'escompte compensé veut dire quoi? Il s'agit d'un pouvoir d'achat supplémentaire. Avec un pouvoir d'achat supplémentaire, le consommateur est en mesure de satisfaire à une plus grande gamme de ses besoins, portant une plus forte demande chez le producteur et plus de travail pour suppléer à la demande. C'est bien logique!

De nos jours, produire n'est pas un problème. En voici la preuve. Malgré un taux de chômage d'une moyenne de 10 p. 100 ou plus de la main-d'œuvre active, nous produisons tant et plus, à tel point qu'il y a des surplus. Le vrai problème c'est la consommation, mais malheureusement les impôts, les taxes et obligations de toutes sortes réduisent d'autant le pouvoir d'achat des consommateurs. Et lorsqu'on consomme moins, des surplus s'accumulent, et le chômage en résulte.

On se plaint en 1974, 1975 et 1976 que le chômage va coûter à l'État de quatre à cinq milliards de dollars. Pourquoi ne pas avoir un programme plus humain et plus réaliste en procurant du travail aux chômeurs et en leur faisant faire un travail rentable, comme, par exemple, construire des maisons pour les personnes âgées, des loyers modiques, en aidant les fermiers sur leur ferme, en employant les chômeurs à la construction de routes, parce que nous savons que nous avons tous un besoin de routes, en aidant à la protection de la faune et à l'épuration et au nettoyage de nos plages. Je suis un Gaspésien, nous avons de belles plages. Malheureusement, les marées entraînent souvent du limon qu'on appelle de «l'herbage marin», des «arrachis», et naturellement c'est disgracieux. Alors, on pourrait facilement envoyer nos chômeurs, les hommes qu'on paye à ne rien faire, et leur redonner leur dignité en les employant à faire un travail utile et agréable.

Si le gouvernement a réellement l'intention de combattre l'inflation, il se doit de prendre les dispositions voulues pour que les chômeurs canadiens ne perdent pas le goût du travail et conservent leur fierté et leur dignité. Ce n'est pas en payant un homme ou une femme à se tourner les pouces que l'on augmente la production, que l'on développe un pays. La façon la plus sûre de tuer un humain, au point de vue moral ou physique, c'est de le payer à ne rien faire. Voilà, monsieur le président, quelques moyens de réduire le chômage, en permettant aux sans-travail de construire au lieu de détruire. Si une telle idée est mise en pratique par de bons gouvernements, je suis persuadé que le résultat sera merveilleux, pour le mieux-être de toute la population canadienne.

Le gouvernement ferait d'une pierre deux coups: conjurer l'inflation, et redorer le patriotisme des Canadiens. Voilà, monsieur le président, l'objectif que se fixe le parti que je représente.

Monsieur le président, puis-je signaler qu'il est 10 heures?

*Ajournement*

## MOTION D'AJOURNEMENT

*[Traduction]*

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office en conformité de l'article 40 du Règlement.

RADIO-CANADA—LA RÉDUCTION DU NOMBRE DES ÉMISSIONS AGRICOLES—LA POSITION DU MINISTRE

**M. Bill Jarvis (Perth-Wilmot):** Monsieur l'Orateur, je prends la parole, car il y a quelque chose qui fait vraiment défaut dans la programmation agricole de Radio-Canada, notamment en ce qui concerne ses reportages agricoles à la radio. Tout d'abord, le nombre d'heures consacrées à ces émissions a diminué progressivement, mais constamment au cours des années. A la station CBL de Toronto, les heures d'antenne ont été réduites de moitié depuis dix ans. Deuxièmement, la qualité des émissions a subi un sort semblable. Les reportages sur les principaux événements agricoles ont diminué ou disparu, remplacés par d'autres sur des questions en marge du domaine agricole offertes en guise d'émissions agricoles. Troisièmement, je crois qu'un problème de personnel se pose. Il n'y a pas tellement longtemps, le personnel des émissions agricoles à Radio-Canada était tout à fait remarquable. On m'a dit qu'en raison d'une série de changements apportés à sa politique, Radio-Canada a perdu certaines personnes d'une grande valeur et le moral de ceux qui restent n'a jamais été si bas.

● (2200)

Enfin, à mon avis, Radio-Canada, peut-être à cause de l'accent qu'elle met sur la décentralisation, n'a pas assumé ses responsabilités. Je ne m'oppose pas particulièrement au besoin d'accroître les émissions régionales. Ce que la société a négligé, c'est la valeur d'une perspective agricole à l'échelle du pays.

Bien des aspects de l'agriculture dans les Prairies, par exemple, ont des conséquences directes sur les producteurs agricoles de ma région de Perth-Wilmot. Permettez-moi de citer le récent bulletin de la Ligue de la radiodiffusion canadienne qui soulignait la position de la Fédération canadienne de l'agriculture à ce sujet:

Il est bien malheureux de constater la perte de vitesse des émissions agricoles au niveau du pays, au moment où on a un besoin pressant d'une compréhension à l'échelle nationale et d'une coopération fédérale-provinciale pour rendre efficaces les politiques et les programmes nationaux.

Le 27 février, parce qu'il y avait de plus en plus de récriminations dans tout le Canada, j'ai demandé au ministre de l'Agriculture (M. Whelan) ce qu'il comptait faire pour rétablir les émissions consacrées à l'agriculture à un niveau qualitatif et quantitatif satisfaisant. Le ministre a dit, en partie, dans sa réponse:

Il est déplorable, selon moi, que la Société réduise le nombre d'émissions consacrées à l'agriculture, en particulier dans la région de Toronto.

Quoique je ne sois pas toujours d'accord avec le ministre de l'Agriculture, je le suis sur ce point. A mon avis la société Radio-Canada a failli à ses responsabilités et aux obligations qu'elle avait à l'égard non seulement des agriculteurs mais à des milliers d'auditeurs urbains qui s'intéressent eux aussi aux questions agricoles à cause de l'importance qu'elles ont à l'heure actuelle pour l'économie.

Aussi, toujours le 27 février, j'ai demandé au secrétaire d'État (M. Faulkner), à qui la société Radio-Canada est comptable, s'il était en faveur de la politique de cette société, soit la réduction et la suppression graduelle des émissions d'actualité agricole, parce que, selon certains rapports de presse, Radio-Canada considère que ces émis-